

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

Lille, le 04 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BRENNTAG SPECIALITE

Espace industriel Nord
Rue de la Vassellerie - Bât. 29
80000 Amiens

Références : 2023-E30062
Code AIOT : 0005105794

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2023 dans l'établissement BRENNTAG SPECIALITE implanté Rue de la Vassellerie - Bât. 29 Espace industriel Nord 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG SPECIALITE
- Rue de la Vassellerie - Bât. 29 Espace industriel Nord 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005105794
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BRENNTAG SPÉCIALITÉS est autorisée par arrêté préfectoral du 23 octobre 2008 à exploiter un entrepôt de matières dangereuses : toxiques, inflammables ou dangereuses pour l'environnement. Le site a démarré ses activités en janvier 2010.

Le site est globalement classé Seuil Haut par dépassement direct de la rubrique ICPE 1172 (devenue 4510-4511).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sous-traitance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	01) Organisation générale pour la sous-traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
2	02) Orga interventions sous-traitées (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
3	03) Orga : préparation d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
4	04) Orga : prépa d'une intervention (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
5	05) Gestion des Permis de feu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
6	06) Orga : suivi d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
7	07) Orga : Suivi d'une intervention (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
10	10) Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
11	11) Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société BRENNTAG SPECIALITES fait appel à peu de sous-traitant de par la nature de ses activités.

Elle est en pleine réflexion sur notamment la refonte des plans de prévention et la nature des contrats qui le lient à ses prestataires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 01) Organisation générale pour la sous-traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La société Brenntag exploite un entrepôt de matières dangereuses : toxiques, inflammables ou dangereuses pour l'environnement. Le recours aux sous-traitants est limité: des sous-traitants interviennent pour les vérifications périodiques, notamment les éléments de sécurité du site type détection incendie, sprinklage, portes coupe-feu, extincteurs... ainsi que pour les tâches annexes (nettoyage des locaux, entretien des chariots...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : 02) Orga interventions sous-traitées (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant dispose d'une interface permettant de lister les besoins du site. Une liste Excel a été transmise à l'inspection des installations classées. Au total, l'exploitant fait appel à 20 prestataires. Aucun prestataire n'est à demeure sur site. L'exploitant emploie un opérateur de maintenance, basé sur le site de Montville, pour les travaux courants. Parmi les sous-traitants, la société AAI (entretien et contrôle de l'extinction incendie) est le seul sous-traitant du site à réaliser lui-même de la sous-traitance pour réaliser certaines tâches.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : 03) Orga : préparation d'une intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Un contrôle par sondage des documents relatifs à la société sous-traitante Normandie Technologie a été réalisé. Cette entreprise effectue des travaux d'intervention et de dépannage électriques. Cette entreprise a été sélectionnée car elle permet à l'inspection des installations classées de contrôler un plus grand nombre de prescriptions (comme les habilitations ou les formations du personnel intervenant). L'exploitant indique que le sous-traitant est connu depuis des années sur le site de Montville et que de ce fait, aucun cahier des charges spécifiques n'est établi. L'exploitant ne dispose pas de contrat cadre. L'exploitant dispose en revanche d'un document "qualification des entreprises extérieures intervenant sur le site de Brenntag en France". Ce document recense les informations relatives à la société pour savoir notamment si la société dispose d'un système de management QHSE, un suivi des accidents, une assurance. Ce document recense également les exemples de formations requises qui, si elles ne sont pas dispensées aux salariés intervenant, pourraient entraîner la non qualification de l'entreprise. L'exploitant qualifie ses sous-traitants pour une durée de 3 ans. Aujourd'hui, une personne est chargée de gérer les sous-traitants pour les sites de Brenntag (au moins Nord de France). L'exploitant a transmis celle de Normandie Technologie signée le 23 mars 2023 et donc valable jusqu'au 23 mars 2026. Le contrat cadre définit la nature des interventions, le cadre des interventions, les exigences réglementaires (par exemple les exigences en matière d'habilitation et/ou de formation) et les obligations en matière de sécurité sur le site, voire des clauses relatives à la confidentialité des données, à la sûreté du site... L'objectif de ce contrat cadre permet également de rappeler les règles sur le site à une fréquence définie par l'exploitant. Observation 1: L'exploitant dispose d'une qualification des entreprises sous-traitantes. Afin d'améliorer le système déjà mis en place, l'exploitant établira un contrat cadre pour la société Normandie Technologie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : 04) Orga : prépa d'une intervention (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Le contrôle d'accès correspond à un enregistrement sur le registre et le sous-traitant est plutôt autonome lors de son intervention. Des causeries sont réalisées pour les nouveaux personnels du sous-traitants. Au cours de la visite, le plan de prévention pour la société Normandie Technologie du 18/05/22 a été étudié. Ce plan de prévention mentionne une date d'établissement du plan et une durée de validité annuelle. La durée de validité annuelle précise que le plan de prévention est valable jusqu'au 31/12 de l'année en cours. Cela impliquerait que le plan de prévention n'est plus valable le jour de l'inspection. Or l'exploitant le considère comme valable 1 an sur le site. Observation 2 : L'exploitant devra indiquer de façon claire sur le plan de prévention la durée de validité de celui-ci. Au cours de la visite, l'autorisation de travail pour l'intervention du 7/09/22 au 14/09/22 a été vue ainsi que l'habilitation électrique de l'intervenant et son permis nacelle. Observation 3 : L'exploitant veillera à remplir correctement et exhaustivement le plan de prévention (exemple : liste des salariés présents et formations, contrôle du respect des consignes...). Par ailleurs, la liste des points à contrôler lors de la clôture des travaux est à perfectionner, en intégrant notamment la sécurité du site. L'exploitant indique qu'une réflexion est en cours pour revoir les plans de prévention L'exploitant précise que sur la partie accueil, un film d'environ 4 minutes a été élaboré et sera soit envoyé au responsable pour les prestataires que l'exploitant ne voit pas (envoi par mail, par exemple pour ATRIA et GSF). Pour les intervenants sur site, le film est visualisé sur place, et une attestation est délivrée à l'issue de la visualisation valable 1 an. Observation 4 : Ce film doit intégrer les sirènes et consignes en cas de déclenchement du PPI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : 05) Gestion des Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Le prestataire choisi ne fait pas appel à des permis feu. Cependant, le permis feu du 15/03/2023 pour la société TCI qui est intervenue pour des travaux de démontage du support RIA a été étudié. Le risque identifié est un départ de feu par la présence de poussière et résidus. Le permis feu était correctement renseigné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : 06) Orga : suivi d'une intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Le responsable de site réalise la réception de fin de travaux. Le document est indispensable au service financier pour permettre le paiement de la facture. Concernant l'intervention de la société Normandie Technologie, le document de réception de fin de chantier a été rempli le 08/09/22 (rempli avant la fin des travaux indiquées sur le plan de prévention car les travaux se sont terminés avant). L'exploitant a par ailleurs mis en place une démarche d'évaluation des prestataires : démarche engagée sur 2023. Au cours de l'inspection, la procédure d'évaluation des prestataires et le formulaire basé sur un système de notes ont été visualisés. A l'issue de cette évaluation, une note globale est attribuée au prestataire définissant un code couleur (vert, orange et rouge). La satisfaction porte sur des critères plus larges que l'intervention (aspect commercial notamment).

<p>La note est donnée au fournisseur avec les critères de notation. En fonction de sa note, le fournisseur est tenu de revenir vers l'exploitant soit avec un plan d'action soit avec une proposition d'action immédiate (délai d'un mois). Si le prestataire montre des défaillances sur plusieurs site du groupe, alors il est « black listé » et un appel d'offre est lancé pour trouver un nouveau prestataire.</p> <p>L'inspection constate que cet aspect d'évaluation des fournisseurs est bien développé sur le site. Elle rappelle qu'il est indispensable de développer en amont la formalisation d'un contrat définissant les attentes de Brenntag vis-à-vis des interventions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : 07) Orga : Suivi d'une intervention (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
<p>Constats : Le responsable de site réalise la réception de fin de travaux. Le document est indispensable au service financier pour permettre le paiement de la facture.</p> <p>Le document de réception de fin de chantier rempli le 08/09/22 (rempli avant la fin des travaux indiquées sur le PDP car les travaux se sont terminés avant) a été vu.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs mis en place une démarche d'évaluation des prestataires : démarche engagée sur 2023. La procédure d'évaluation des prestataires et le formulaire basé sur un système de notes a été vue. A l'issue de cette évaluation, une note globale est attribuée au prestataire qui définit un code couleur (vert, orange et rouge). La satisfaction porte sur des critères plus larges que l'intervention (aspect commercial notamment).</p> <p>La note est donnée au fournisseur avec les critères de notation. En fonction de sa note, le fournisseur est tenu de revenir vers l'exploitant soit avec un plan d'action soit avec une proposition d'action immédiate (délai d'un mois). Si le prestataire montre des défaillances sur plusieurs site du groupe, alors il est « black listé » et un appel d'offre est lancé pour trouver un nouveau prestataire.</p> <p>L'inspection constate que cet aspect d'évaluation des fournisseurs est bien développé sur le site. Elle rappelle qu'il est indispensable de développer en amont la formalisation d'un contrat définissant les attentes de Brenntag vis-à-vis des interventions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : 10) Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Les sous-traitants ne sont pas amenés à intervenir en cas d'incident sur le site. Pour cette raison, ils ne sont pas associés au Plan d'Opération Interne (POI). Les sous-traitants ne sont pas associés aux exercices liés au POI. L'exploitant indique que c'est compliqué de les y associer car il n'a pas de sous-traitant à domicile. Dans le POI, la fiche de recensement n'évoque pas les entreprises extérieures dans le tableau et registre de présence (Fiche n°2.5, version 6 du 03/03/23). Observation 5 : L'exploitant intégrera les entreprises extérieures au POI et notamment à la fiche de recensement. Tous les jours, lors des causeries, les opérateurs sont informés des intervenants sur le site, dans le secteur. Observation 6 : L'inspection invite l'exploitant à réaliser des exercices, même en comité réduit (c'est à dire juste avec le sous-traitant sans mobiliser l'ensemble des salariés le cas échéant), relative à l'alerte, à l'évacuation ou au confinement en cas de déclenchement du Plan Particulier d'Intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : 11) Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats : L'exploitant n'exige pas de leurs prestataires une formation aux moyens d'incendie.

En cas d'incendie, l'exploitant estime que c'est son propre personnel qui intervient en premier lieu et utilise les moyens d'extinction.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet